



vendredi 2 septembre 2016

## Les grands titres:

- Une délégation du Conseil de sécurité en visite au Soudan du Sud
- Réfugiés et migrants : 11 personnes périssent chaque jour en mer Méditerranée, selon le HCR
- En visite au Sri Lanka, Ban Ki-moon salue les réformes engagées pour surmonter les horreurs du passé
- Pakistan : l'ONU condamne deux attaques terroristes dans le nord du pays
- Le virus Zika constitue toujours une urgence de santé publique de portée internationale, selon l'OMS
- Ban Ki-moon attristé par le décès du Président de l'Ouzbékistan
- Mozambique : une experte de l'ONU appelle à identifier les responsables des crimes contre les personnes atteintes d'albinisme
- L'UNESCO remet un prix à un programme de soutien au développement des archives ibéro-américaines
- Kirghizistan : le Conseil de sécurité condamne une attaque terroriste contre l'ambassade de Chine
- En visite à Kaboul, la chef du PAM promet de continuer d'aider les Afghans à se nourrir

## Une délégation du Conseil de sécurité en visite au Soudan du Sud



**2 septembre** - Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU a entamé vendredi à Juba, au Soudan du Sud, une visite de trois jours qui intervient après le récent renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MINUSS).

La délégation est codirigée par les Représentants permanents du Sénégal et des Etats-Unis auprès des Nations Unies. Elle doit rencontrer le Président sud-soudanais Salva Kiir et d'autres hauts responsables du gouvernement de transition.

Cette visite vise notamment à engager des discussions sur la façon dont la MINUSS continuera de travailler avec le gouvernement pour améliorer la situation sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud, en particulier la Force de protection régionale, un élément clé du nouveau mandat de la Mission.

Le 12 août, le Conseil de sécurité a renouvelé le mandat de la MINUSS jusqu'au 15 décembre 2016 et autorisé la création de cette Force de protection régionale de 4.000 soldats, au sein de la MINUSS, chargée d'assurer un environnement sûr et une circulation sans entrave à Juba et aux alentours.

Depuis que les violences ont repris début juillet, le Soudan du Sud a replongé dans une crise humanitaire et politique sévère. Des dizaines de milliers de personnes ont fui vers l'Ouganda. Lors des violences de début juillet, des bâtiments de l'ONU et des sites de protections de civils sous la responsabilité de la MINUSS ont été attaqués.

Pendant leur visite de trois jours, les membres de la délégation du Conseil de sécurité doivent visiter des sites de protection des civils de la MINUSS, à Juba, et une zone de protection établie près de la base de la MINUSS à Wau. Ils doivent également rencontrer des personnes déplacées internes, a précisé la Mission dans un communiqué de presse.



Les membres de la délégation rencontreront des organisations de la société civile, des chefs communautaires, ainsi que des groupes de femmes et de jeunes.

Après leur visite au Soudan du Sud, la délégation du Conseil de sécurité se rendra le 5 septembre à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour des entretiens avec des représentants de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et avec des membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

## Réfugiés et migrants : 11 personnes périssent chaque jour en mer Méditerranée, selon le HCR



Un groupe d'Afghans arrive sur l'île de Lesbos en 2015 après avoir voyagé dans un canot pneumatique de la Turquie vers la Grèce. Photo : UNHCR / A. McConnell

**2 septembre** - Un an après le décès d'Alan Kurdi, l'enfant syrien mort noyé alors que sa famille essayait de trouver refuge en Europe, 4.176 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Cela fait une moyenne de 11 hommes, femmes et enfants périssant chaque jour au cours des 12 derniers mois », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'un point presse à Genève, précisant qu'au cours des huit premiers mois de l'année, environ 281.740 personnes ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe.

« Le nombre de réfugiés et migrants arrivant en Grèce a chuté de façon spectaculaire passant de plus de 67.000 en janvier à 3.437 en août, suite à la mise en œuvre de la Déclaration de l'Union européenne et de la Turquie et la fermeture de la voie dite des Balkans », a précisé le porte-parole faisant toutefois remarquer que le nombre d'arrivées en Italie, quant à lui, est resté plus ou moins constant. Selon le HCR, quelques 115.000 réfugiés et migrants ont débarqué en Italie à la fin août comparé à 116.000 au cours de la même période l'an dernier.

« Le principal changement, cependant, a été le nombre de victimes. Jusqu'à présent cette année, une personne sur 42 est morte en quittant l'Afrique du Nord pour l'Italie, comparé à une personne sur 52 l'an dernier. Cela fait 2016 à ce jour, l'année la plus meurtrière en Méditerranée centrale », a indiqué M. Spindler soulignant que les chances de mourir sur la voie maritime entre la Libye et l'Italie sont dix fois plus élevées que lors de la traversée entre la Turquie et la Grèce.

Pour le HCR, ces chiffres soulignent le besoin urgent pour les Etats d'augmenter les voies d'admission des réfugiés, telles que la réinstallation, le parrainage privé, le regroupement familial et des programmes de bourses d'études, entre autres, afin qu'ils n'aient pas recours à des voyages dangereux et à l'utilisation de passeurs.

« La mort d'Alan Kurdi a donné lieu à des expressions sans précédent de sympathie et de solidarité pour les réfugiés dans toute l'Europe », a souligné le porte-parole qui a toutefois rappelé que l'arrivée l'an dernier de plus d'un million de réfugiés et migrants en l'Europe a également suscité de l'hostilité et des tensions au sein des sociétés qui les accueillent. « Les réfugiés et les migrants ont enduré des attaques racistes et xénophobes, des préjugés et de la discrimination ».

Pour l'agence onusienne, le défi actuel pour l'Europe est de rendre disponible le soutien et les services dont les réfugiés ont besoin pour s'intégrer avec succès afin de pouvoir contribuer pleinement à la société. « Dans cet effort, le HCR exhorte vivement les gouvernements et leurs partenaires nationaux à s'engager à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'intégration nationaux complets », a dit M. Spindler. « Les nombreuses contributions que les réfugiés apportent à leurs nouvelles sociétés ont besoin d'être reconnus ».

## En visite au Sri Lanka, Ban Ki-moon salue les réformes engagées pour surmonter les horreurs du passé



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à gauche) avec Reginal Cooray, le gouverneur de la Province du Nord, au Sri Lanka. Photo ONU/Eskinder Debebe

**2 septembre** - En visite au Sri Lanka, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué vendredi les efforts du nouveau gouvernement arrivé au pouvoir en janvier 2016 pour mettre en œuvre des réformes destinées à surmonter les horreurs du passé et réconcilier un pays divisé.

« Je félicite le gouvernement et le peuple du Sri Lanka pour les progrès réalisés. Il reste beaucoup de travail à faire, mais vous avancez avec détermination sur une voie nouvelle », a dit M. Ban dans un discours à Colombo.

Le nouveau gouvernement dirigé par le Président Maithripala Sirisena a pris ses fonctions le 8 janvier. « Il a défini un programme de réforme ambitieux et a fait des progrès significatifs dans sa mise en œuvre », s'est félicité le chef de l'ONU. « Les habitants de Sri Lanka ont voté pour la bonne gouvernance, les réformes, la fin de l'impunité et des abus de pouvoir, et la restauration de l'état de droit ».

Ban Ki-moon a en particulier salué l'adoption du 19<sup>ème</sup> amendement constitutionnel et de la loi sur le droit à l'information.

« Je salue vos efforts pour aller de l'avant en matière de justice transitionnelle et de réforme constitutionnelle. Je salue également les étapes symboliques que vous avez prises, y compris la décision de chanter l'hymne national en cinghalais et en tamoul lors de la Journée de l'indépendance en février dernier pour la première fois depuis les années 1950 », a-t-il souligné. « Ces décisions ont développé la confiance et renforcé la transparence et la responsabilité ».

Le Secrétaire général a toutefois estimé qu'il fallait faire plus pour surmonter l'héritage du passé et reconnaître les voix des victimes.

« Il y a encore beaucoup de travail à faire pour corriger les erreurs du passé et rétablir la légitimité et la responsabilité des institutions clés, en particulier le système judiciaire et les services de sécurité », a-t-il dit. Il a salué les efforts du gouvernement pour rétablir la crédibilité et l'indépendance de la Commission des droits de l'homme mais a jugé nécessaire que cette commission dispose des ressources et du respect nécessaires pour mener à bien son travail de manière efficace.

Il a également invité les autorités à accélérer la restitution des terres afin que les communautés de personnes déplacées puissent rentrer chez elles et à réduire la taille de la force militaire dans le nord et l'est du pays pour renforcer la confiance et réduire les tensions.

« La guerre civile qui a duré des décennies a été marquée par de terribles violence, le terrorisme, l'utilisation de boucliers humains et d'autres violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire », a rappelé M. Ban. « La guerre a pris fin – incontestablement une bonne chose pour le Sri Lanka, la région et le monde. Mais nous savons aussi que, même lorsque cette guerre a pris fin, le prix a été élevé ».

Il a noté que les Sri-Lankais étaient engagés dans un processus de vérité et de réconciliation et que les Nations Unies avaient mené également un exercice d'autocritique.

« Le Sri Lanka nous a appris beaucoup de leçons importantes. S'appuyant sur celles-ci, les Nations Unies ont pris des mesures de grande envergure pour renforcer nos efforts en matière de droits de l'homme, en particulier pendant les périodes de crise politique et humanitaire », a-t-il souligné, prenant pour exemple l'initiative Human Rights up Front, qui vise à attirer l'attention sur les violations des droits humains avant qu'elles ne dégèrent pour atteindre un point de non-retour.

## Pakistan : l'ONU condamne deux attaques terroristes dans le nord du pays



Des habitants de Nowshera, dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan, traversent une rue inondée (archives) PAM/Amjad Jama

**2 septembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné vendredi deux attaques terroristes qui ont visé un quartier chrétien et un tribunal local dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan.

Le chef de l'ONU « insiste sur la nécessité que les responsables de ces attaques terroristes rendent des comptes et soient traduits en justice », a dit son porte-parole dans un communiqué de presse.

Selon la presse, quatre kamikazes ont visé un quartier chrétien près de la capitale de la province, Peshawar, tuant une personne avant d'être abattus, tandis qu'un autre kamikaze a attaqué un tribunal dans la ville de Mardan, tuant au moins 12 personnes et en blessant

plus de 50 autres.

« Le Secrétaire général est attristé par ces pertes en vies humaines », a ajouté son porte-parole.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a exprimé sa solidarité avec le peuple et le gouvernement du Pakistan.

## Le virus Zika constitue toujours une urgence de santé publique de portée internationale, selon l'OMS



moustiques capturés dans un filet. Photo AIEA/Dean Calma

**2 septembre** - Suivant les recommandations de son Comité d'urgence sur le virus Zika et la microcéphalie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé vendredi la prorogation du statut d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en lien avec le virus.

Réuni le 1er septembre pour la quatrième fois par la Directrice générale de l'OMS, Dr Margaret Chan, en vertu des règlements sanitaires internationaux (2005), le Comité a convenu que l'infection par le virus Zika et ses troubles congénitaux et neurologiques associés continuent d'être une USPPI en raison de la poursuite de leur expansion

géographique et des lacunes considérables dans la compréhension du virus et de ses conséquences.

Le Comité a félicité à cette occasion le Brésil pour l'application réussie des mesures appropriées de santé publique pendant les Jeux Olympiques. À ce jour, il n'y a pas eu de rapport de cas confirmés de virus Zika parmi les personnes qui ont participé aux Jeux, pendant les Jeux et depuis leur retour.

Le Comité a réaffirmé son avis précédent sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir de restrictions générales sur les voyages et le commerce avec les pays, régions et/ou territoires confrontés à la transmission du virus Zika, y compris les villes du Brésil, qui accueilleront les Jeux paralympiques.

Anticipant l'impact que la maladie du virus Zika et ses conséquences auront sur les systèmes de santé faibles, le Comité a également recommandé que l'OMS fournisse des conseils appropriés sur la surveillance et la gestion efficaces du virus dans les pays à forte vulnérabilité et faible capacité.

A l'issue de cette réunion, la Directrice générale a prorogé le statut d'USPPI en lien avec le virus Zika et a approuvé les recommandations faites par le Comité qui se réunira de nouveau dans trois mois.

## Ban Ki-moon attristé par le décès du Président de l'Ouzbékistan



Le Secrétaire général Ban Ki-moon a rencontré plusieurs fois le Président de la République d'Ouzbékistan, Islam Karimov (photographié en septembre 2010. Archives) Photo ONU/Evan Schneider

**2 septembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit attristé vendredi d'apprendre la mort d'Islam Karimov, Président de l'Ouzbékistan.

Il a présenté ses sincères condoléances à la famille du Président Karimov, au gouvernement et au peuple de l'Ouzbékistan.

« Le Secrétaire général rend hommage aux efforts déployés par le défunt président pour développer des liens étroits entre l'Ouzbékistan et l'Organisation des Nations Unies et pour renforcer la paix et la sécurité régionale et mondiale, à travers la promotion et l'entrée en vigueur en 2009 du traité pour établir la Zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Le Secrétaire général a réitéré l'engagement des Nations Unies à continuer de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et le peuple de l'Ouzbékistan.

## Mozambique : une experte de l'ONU appelle à identifier les responsables des crimes contre les personnes atteintes d'albinisme



L'Experte indépendante des Nations Unies sur les droits des personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero. Photo : HCDH / Christine Wambaa

**2 septembre** - L'Experte indépendante des Nations Unies sur l'exercice des droits humains des personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero, a déclaré vendredi que, malgré les progrès dans la lutte contre les crimes visant ces personnes au Mozambique, leur situation reste précaire car les autorités n'ont pas encore identifié et arrêté les responsables de ces crimes.

« On pense que les organisateurs opèrent dans le cadre d'un réseau transfrontalier secret mais puissant, similaire à celui des barons de la drogue. À ce jour, aucun d'entre eux n'a été capturé ou poursuivi et les réseaux présumés n'ont pas encore été identifiés », a dit l'experte à la fin d'une visite officielle au Mozambique.

Mme Ero a également averti que même si l'on pense que les organisateurs sont de l'extérieur du Mozambique, « il n'y a pas suffisamment de preuve pour justifier cette affirmation ».

« Il faut être prudent avec de telles affirmations pour ne pas attiser les sentiments xénophobes, en particulier contre les réfugiés et les migrants que le Mozambique accueille », a-t-elle dit.

Mme Ero a signalé que la grande majorité des auteurs de crimes qui ont été poursuivis sont des ressortissants du Mozambique.

L'experte a salué la réponse du gouvernement à la crise qui frappe les personnes atteintes d'albinisme, en particulier le Plan d'action multisectorielle pour combattre les attaques et l'utilisation des mécanismes préexistants, tels que les groupes de référence.

Elle a ajouté que le pays semblait avoir, parmi les pays de la région, le plus grand nombre de poursuites judiciaires dans ce domaine. Elle a salué le fait que la législation au Mozambique punit « non seulement la traite des personnes et des organes, mais aussi le trafic de parties du corps ».

## L'UNESCO remet un prix à un programme de soutien au développement des archives ibéro-américaines



siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

**2 septembre** - Le Prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde 2016 a été décerné au Programme Iberarchivos de soutien au développement des archives ibéro-américaines (ADAI) lors d'une cérémonie organisée jeudi à Cheongju, en République de Corée, a annoncé l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

« Aujourd'hui, nous rendons hommage à l'innovation et au leadership de ceux qui travaillent, souvent dans l'ombre et contre vents et marées, pour sauvegarder le patrimoine documentaire dans leurs villes et communautés. La créativité et la détermination des lauréats récompensés aujourd'hui est une source d'inspiration pour nous tous », a déclaré le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, Frank La Rue.

Le programme, qui était représenté par sa coordinatrice Martha Marina Ferriol Marchena et par Berta García del Real Marco des Archives historiques nationales d'Espagne, a reçu le prix doté d'un montant de 30.000 dollars sur recommandation du Bureau du Comité consultatif international du Programme Mémoire du monde. Il est récompensé pour sa réussite exceptionnelle dans le domaine de la préservation et de l'accessibilité du patrimoine documentaire ibéro-américain.

Iberarchivos a été créé en 1998 pour soutenir la coopération et l'intégration au sein des pays ibéro-américains, afin de promouvoir l'accès, l'organisation, la description, la conservation et la diffusion du patrimoine documentaire qui contribue à la consolidation de l'espace culturel ibéro-américain. Il est devenu le principal programme de coopération relatif aux archives dans la région.

Le programme a resserré les liens entre les professionnels de la région et contribué à renforcer leurs compétences. Il a également assuré la promotion d'un large éventail d'archives ibéro-américaines, comme les archives nationales et municipales ou encore les archives des organisations de défense des droits de l'homme et des peuples indigènes.

Iberarchivos travaille avec 16 pays : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Porto Rico, Espagne, République dominicaine et Uruguay.

La cérémonie de cette année a été organisée symboliquement au Musée des débuts de l'imprimerie de Cheongju, situé sur le site du temple Heungdeoksa. C'est là que le Jikji, le premier livre imprimé avec des caractères métalliques mobiles, a été publié en 1377.

Le Prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde, premier et seul prix dans le domaine du patrimoine documentaire, a été mis en place par l'UNESCO en 2004 pour commémorer l'inscription du Jikji au Registre de la Mémoire du monde.

Financé par la République de Corée, le prix est décerné tous les deux ans à des personnes ou des institutions ayant contribué de manière significative à la préservation et accessibilité du patrimoine documentaire.

## Kirghizistan : le Conseil de sécurité condamne une attaque terroriste contre l'ambassade de Chine



Conseil de sécurité. Photo: ONU/Devra Berkowitz (archives)

**2 septembre** - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont condamné dans les termes les plus forts une attaque terroriste à la bombe contre l'ambassade de la République populaire de Chine à Bichkek, au Kirghizistan mardi, qui a blessé du personnel de la mission diplomatique.

Dans un communiqué publié jeudi soir, les membres du Conseil ont exprimé leur profonde sympathie aux blessés de cette « attaque terroriste odieuse » et à leurs familles ainsi qu'aux gouvernements chinois et kirghiz.

« Le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales », ont déclaré les 15 membres du Conseil. « Tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quelle que soit leur motivation, n'importe où, n'importe quand et par qui que ce soit », ont-ils ajouté réaffirmant la nécessité de « combattre par tous les moyens les menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par des actes terroristes », conformément à la Charte des Nations Unies et à toutes les obligations en vertu du droit international.

Ayant pris note des efforts en cours du gouvernement kirghiz pour enquêter de manière approfondie sur cette attaque terroriste, les membres du Conseil ont souligné la « nécessité de traduire en justice leurs auteurs, organisateurs, financiers et commanditaires ». Ils ont également exhorté tous les États à coopérer activement avec les gouvernements et les autorités compétentes à cet égard.

Les membres du Conseil de sécurité ont également souligné le principe fondamental de l'inviolabilité des locaux diplomatiques et consulaires, et les obligations des gouvernements hôtes, notamment en vertu de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires. Selon ce principe et ces obligations, les gouvernements hôtes doivent prendre toutes les mesures appropriées pour protéger les locaux diplomatiques et consulaires contre toute intrusion ou dommage et éviter toute perturbation de la paix de ces missions ou altération de leur dignité, et empêcher toute attaque contre les locaux et agents diplomatiques ainsi que les fonctionnaires consulaires.

## En visite à Kaboul, la chef du PAM promet de continuer d'aider les Afghans à se nourrir



Afghans dans la province de Badakshan. Photo UNIFEED capture d'image

**2 septembre** - A l'issue d'une visite de quatre jours à Kaboul, en Afghanistan, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, a réitéré vendredi l'engagement de son agence à continuer de travailler pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les Afghans.

« L'Afghanistan fait face à beaucoup de défis, y compris répondre aux besoins alimentaires de ceux qui ont été récemment déplacés. Le PAM s'efforce de garantir à tous les Afghans un accès à une nourriture suffisante et nutritive », a dit Mme Cousin. « Notre équipe continuera à travailler en partenariat avec le gouvernement et d'autres agences de l'ONU pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions d'Afghans ».

Elle a souligné que depuis janvier 2016, le PAM a atteint près de 2 millions d'Afghans avec une assistance alimentaire et financière mais que l'agence a besoin de 50 millions de dollars pour fournir une assistance supplémentaire à 1,6 million de personnes d'ici à la fin de l'année et entreposer à l'avance de la nourriture afin que les opérations du PAM ne soient pas interrompues pendant l'hiver.

Lors de sa visite, la Directrice exécutive du PAM a rencontré le Président afghan et d'autres hauts responsables du gouvernement. Elle a aussi visité des projets du PAM à Kaboul, dont une des premières fermes bio gérée par des femmes en Afghanistan et un moulin produisant de la farine de blé fortifiée avec des vitamines et des minéraux.

Outre l'assistance alimentaire pour les plus vulnérables, le PAM travaille avec le gouvernement pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national. Une évaluation récente menée par le PAM et des partenaires a constaté que 40% des Afghans (11,3 millions de personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire. La malnutrition chronique affecte plus de 40% des enfants âgés de moins de cinq ans.